



RENDU EXECUTOIRE LE

- 3 AVR. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 23/02/2024

Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240223-24_A_SE_0199-AR

S²LO

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0199

du 23 FEV. 2024

Portant fixation du solde de la dotation 2023 concernant l'avenant 43 au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère sur l'année 2023 pour la Mutualité Française Vienne en mode prestataire

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

VU l'arrêté n° 2007 DISS/SSP-014 du 25 octobre 2007 portant autorisation au service prestataire d'aide à domicile géré par la Mutualité Française Vienne ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0180 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré à la Mutualité Française Vienne ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0200 du 30 juin 2022 portant modification à compter du 1^{er} juillet 2022 du tarif horaire applicable aux bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, et de la Prestation de Compensation du Handicap, pour les interventions réalisées par la Mutualité Française Vienne en mode prestataire ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 20 décembre 2023 entre le Département de la Vienne et la Mutualité Française Vienne ;

VU l'article 1er du décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie en application de l'article 47 de la loi de financement de la Sécurité Sociale n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 afin de prendre en charge une partie des coûts directement supportés par les Départements consécutivement à la conclusion de conventions ou accords collectifs de branche en matière de revalorisation des rémunérations versées aux salariés de ces services ;

VU l'avenant 43 agréé conformément aux dispositions de l'article L314-6 du code de l'action sociale et des familles et s'imposant ainsi aux autorités compétentes en matière de tarification avec une date d'effet à partir du 1^{er} octobre 2021 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre de l'avenant 43, la dotation pour l'année 2023 selon les activités prévisionnelles pour l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère était de 132 521 € pour 30 050 heures, soit à titre indicatif un coût horaire de 4,41 €.

Elle a été versée mensuellement à hauteur de 80 % sur l'année 2022, soit 8 835 € au vu de l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DHV-SE-0115.

Au titre de l'année 2023, le montant de l'avenant 43 a été réactualisé sur la base des surcoûts réellement constatés.

Ces données ont été remontées par la Mutualité Française Vienne le 18 janvier 2024.

Le montant total de l'avenant 43 pour l'année 2023 au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère est de 89 633, 25 €.

Le **trop-perçu** sur la dotation à hauteur de 16 386, 75 € fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes en 2024 et le montant sera directement déduit des prochains acomptes 2024.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

Envoyé en préfecture le 23/02/2024

Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240223-24_A_SE_0199-AR

S²LO

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienn86.fr.

Fait à POITIERS, le **23 FEV. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 23/02/2024

Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le



ID : 086-228600011-20240223-24_A_SE_0199-AR